OMALY SY ANIO, n° 41-44, 1995-1996, pp. 245-260

29 MARS 1947 - LE RALLIEMENT DES MALGACHES

par

Lanto RAMAHEFARISOA

29 mars 1947 : date mémorable dans l'histoire de Madagascar, elle ne renferme pas uniquement les tableaux atroces de la répression coloniale, où presque chaque famille a perdu un ou plusieurs des siens, où le sang des martyrs de la Patrie s'est confondu avec la couleur de l'Ile Rouge, elle évoque aussi la fierté d'une nation héroïque qui a osé s'insurger à plusieurs reprises contre ses envahisseurs étrangers ; elle est l'expression d'un nationalisme longtemps contenu dans le cœur d'un peuple. Bref, ce grand soulèvement populaire qui a fait l'objet de beaucoup de recherches historiques marque à jamais d'une tache indélébile le cœur de chaque citoyen malgache, sensible à la sauvegarde de la souveraineté nationale.

Le présent article est une infime contribution qui consiste à rappeler en ce cinquantenaire du soulèvement national de 1947 l'ardeur de la flamme patriotique qui animait tout un peuple épris de liberté et d'indépendance.

Nous essayerons donc de faire ressentir la foi nationaliste et la solidarité militante des patriotes à travers les témoignages et les archives, surtout celle du *Fifanampiana Malagasy* (Comité de Solidarité de Madagascar), qui a été le pilier de la lutte pour la libération des patriotes emprisonnés et la source de la solidarité internationale pour l'obtention de l'amnistie générale.

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE TANANARIVE

I. LA PATRIE - TERRE SACREE

1.1. Le concept malgache

Pour tout être humain, la terre représente un élément indispensable pour assurer son existence et ses besoins biologiques. C'est là qu'il s'implante, c'est là qu'il exerce ses activités, c'est là qu'il vit. Par extension, la Patrie, c'est la terre commune aux natifs d'un pays donné. L'apatride, dans la conception malgache, c'est l'homme le plus malheureux du monde, car comme il le qualifie *Tsy manana tany ifaharana* (il n'a pas de terre sur quoi s'accrocher). Le Malgache vénère la terre.

Pour lui, la Patrie, la terre natale, la localité ancestrale — le concept est unique : *Tanindrazana* (terre des ancêtres). Depuis toujours, l'attachement du Malgache à sa terre revêt un caractère historique. La terre, c'est l'héritage ancestral le plus précieux. Quiconque au cours des moments de gêne, voudrait vendre son terrain pour acquérir de l'argent, doit en premier lieu proposer sa vente aux membres de sa famille. Car cet héritage de valeur ne devrait pas aller aux mains des autres. D'autant, la Patrie sous la domination étrangère lui est inacceptable. A titre d'exemple, citons la réflexion de Charline Razanamalala, sage-femme, membre du MouvementDémocratique pour la Renovation malgache (MDRM), condamnée à 15 ans de travaux forcés, 15 ans d'exil et détenue à Anjanamasina, quand elle déclare ne pas avoir supporté comment les colons se sont accaparés les terres des Malgaches après un verdict falsifié. Puis ces mêmes propriétaires expulsés sont embauchés pour cultiver les terres en question et en ramasser les produits au profit des colons[1].

Evidemment, nul homme raisonnable n'aurait accepté une telle injustice. Ce qui expliquerait pourquoi les patriotes devaient adopter des conditions dures et sévères vis-à-vis de ceux qui manifestaient leur désir de vraiment délivrer Madagascar, la Patrie commune à tous les Malgaches, des mains des envahisseurs étrangers.

1.2. Le serment des patriotes

- Les adhérents au *Vy Vato* Sakelika (VVS), au MDRM devaient prêter serment ;
- La prestation de serment s'effectuait en évoquant Dieu et les ancêtres pour en être témoins, et en présence des compagnons de lutte.
- La formule de prestation de serment du VVS et du MDRM mettait en exergue :
  . l'indivisibilité de Madagascar
  . la Patrie - Terre sacrée
  . la primauté de la Patrie par rapport à l'argent ou même à qui ce soit.
  . la défense de cette Patrie au prix de son propre sang, de sa propre vie[2].

Ayant compris cette psychologie particulière du malgache vis-à-vis de sa terre, l'administration coloniale a fait rage et a déployé toutes ses forces, de loin supérieures à celles des patriotes révoltés pour mâter leurs mouvements. Maints livres et écrits, divers témoignages ont relaté le courage et la bravoure des patriotes, fidèles à leurs serments, animés par le désir de recouvrer leur souveraineté nationale, malgré les services, les massacres perpétrés durant des

---

1. Rasamoelina Vahoavy, *Razanamalala Charline*, mars 1991, p. 12.
2. Serments : VVS, Archives *Fifanampiana Malagasy* ; MDRM, Tronchon J., *L'insurrection malgache de 1947*, p. 247.

années. L'historien P. Boiteau fait état de 100 000 à 700 000 morts de 1895 à 1915 — fin de la période dite de "pacification" par l'armée du Général Gallieni[1]. L'administration coloniale évoque le chiffre de 90 000 morts, 20 000 arrestations et 5 000 prisonniers au cours des événements de 1947. Notons que la dernière condamnation à mort a eu lieu seulement en 1957 à Fianarantsoa.

Le but des colonisateurs était clair : anéantir le sens patriotique, nationaliste ancré dans le cœur des Malgaches.

II. LE SOULEVEMENT DE 1947 TRADUIT-IL VRAIMENT L'ASPIRATION DU PEUPLE MALGACHE A L'INDEPENDANCE ?

Bien avant la date fatidique du 29 mars 1947, depuis la période d'annexion (1895) et même après 1947 jusqu'à l'indépendance (1960), les mouvements contre l'indigénat, contre le colonialisme se sont succédés : ceux des Menalamba, du Sadiavahy, du VVS prolongés par la résistance organisée dans toute l'Ile contre l'armée coloniale. Tous ces affrontements avec les colonisateurs au prix de la vie témoignent de la volonté ferme de parvenir au but : recouvrer l'indépendance et acquérir la souveraineté nationale.

2.1. L'union de la jeunesse Malagache (1930)

Le feu patriotique a été largement entretenu au coeur de la jeunesse malgache qui s'est engagée aux côtés de leurs aînés pour arracher la Patrie des mains des envahisseurs étrangers.

C'est ainsi que fut créée l'Union de la Jeunesse Malgache (U.J.M.) ayant adopté comme devise "Honneur et Dignité" et dont le statut a été élaboré par Jacques Rabemananjara, venant tout juste d'être bachelier. Cette organisation regroupait en grande partie des lycéens et des élèves du collège Saint-Michel. C'est dans le cadre de cette organisation que les jeunes Malgaches concevaient un plan pour l'accession de Madagascar à l'Indépendance. Plus tard, certains d'entre eux devaient adhérer à l'organisation secrète JINA[2]. En faisant partie Razafimaharo Henri, qui devint plus tard, membre du MDRM à Fianarantsoa, détenu politique à Sainte-Marie, puis déporté à Nosy Lava.

La devise évocatrice de cette organisation de jeunesse, créée presque à l'instar du VVS en 1912 (jeunes intellectuels issus des écoles publiques et confessionnelles) exprime sans ambages l'aspiration profonde des Malgaches, car depuis la période d'annexion, ils se sentaient avilis à cause des traitements que les

---

1. Boiteau P., *Contribution à l'histoire de Madagascar*, p. 223.
2. *Vavolombelona*, témoignage de Razafimaharo Henri, archives *Fifanampiana Malagasy*, p. 4.

colons leur infligeaient. Ces derniers n'ont cessé de les malmener, de les considérer comme des êtres inférieurs (salaires très bas pour les ouvriers[1] ; instauration du *fanompoana* (corvée) en 1896[2] ; le journal *Le Colon* a osé proférer des injures à l'endroit des Malgaches[3].

L'UJM se présente donc comme relève dans la continuité de la lutte et porte-parole des organisations nationalistes disparues pour une raison ou pour une autre.

2.2. Participation active de différentes couches sociales

Défendre la Patrie — c'est un devoir. Il n'incombait seulement pas aux intellectuels de réfléchir sur l'avenir de sa Patrie ou d'agir pour le bien-être commun, mais chaque citoyen, de quelle couche sociale qu'il soit, apporta sa contribution dans divers domaines. Par exemple au cours du soulèvement de 1947, à un nommé Ranaivo Gabriel[4] promu lieutenant par ses compagnons de lutte dans la région de Vohilava a été attribué la tâche de fabriquer des marmites (car il en était fabriquant) pour les combattants au front que 32 autres soldats devaient acheminer jusqu'aux emplacements indiqués. Dans un autre endroit, à Manakara, des forgerons devaient confectionner des armes blanches : coupe-coupes, sagaies, pour ensuite les livrer aux combattants[5], etc.

Au vu de ces témoignages, il est clair que toute personne animée du sentiment patriotique agissait selon ses facultés et ses possibilités, alors qu'elle courait le risque d'être poursuivie par la suite.

Effectivement, l'administration coloniale, poussée par son main désir de rompre cette solidarité militante entre les populations, n'a pas hésité à exterminer des villages entiers, à massacrer des femmes et des enfants, à les incarcérer, à les fusiller[6].

Mais les Malgaches ont riposté aux attaques. Les combattants se sont organisés en bataillons : ils se sont nommés maréchaux, généraux, lieutenants, etc., avec des pelotons déterminés. Le vaillant Philippe Lehoaha, chef des maquisards à Ifanadiana, élu maréchal par ses compagnons, a abattu un avion militaire français qui bombardait des populations civiles.

---

1. Boiteau P., *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, p. 272.
2. *Idem*, p. 263.
3. *Idem*, p. 330.
4. Témoignages de Ranaivo Gabriel, Archives *Fifanampiana Malagasy*.
5. Koko Jean Marie, *Tsiahy*, 1982.
6. Archives *Fifanampiana Malagasy* : dans la prison de Mananjary, 136 personnes ont été fusillés dont une dizaine de femmes. Les wagons de Moramanga contenaient également des femmes et des enfants.

Même après 1947, bien que le mouvement ait été durement réprimé les Malgaches n'ont pas perdu la foi patriotique : les bourgeois aussi finançaient des activités anti-coloniale[1]..

Avec l'arrivée des capitaux métropolitains, les investissements privés des nationaux ne représentaient plus qu'une part très faible, et alarmés par cette situation défavorable à leurs entreprises, les bourgeois, les manufacturiers, les grands propriétaires nationaux avaient intérêt à soutenir le mouvement en faveur de la souveraineté nationale. Leur position n'était pas très stable par rapport à celle des autres couches sociales ; néanmoins leurs contributions matérielles étaient non seulement bien accueillies mais encore nécessaires, vu les difficultés pécuniaires à l'époque. Et aussi, mieux valait pour les patriotes, les avoir de leur côté que de l'autre.

Dès sa fondation en 1946, le MDRM comptait, disait-on, 300 000 adhérents issus de toutes les régions de l'Ile, ce qui reviendrait globalement à une personne par famille sur une population de 4 millions d'habitants à l'époque. A côté des membres du MDRM s'alignaient forcément les sympathisants du parti et les personnes éprises de liberté. On peut donc affirmer que l'idée du soulèvement de 1947 a vu l'adhésion de presque toutes les familles.

Ce fut un mouvement de ralliement de tous les tribus ; toute l'Ile y a pris une part active[2]. D'où la preuve du sentiment nationaliste chez les Malgaches de l'époque.

UNIVERSITAIRE BIBLIOTHEQUE TANANARIVE

2.3. La presse comme support à la lutte

Pour véhiculer les idées progressistes favorables au mouvement national de 1947, la presse était présente. Les Malgaches ont bien compris son rôle non seulement informateur mais aussi éducateur, car elle existait déjà avant la colonisation.

Avec le régime colonial, la presse malgache fut frappée de beaucoup d'interdits en matière de politique, mais ces mesures n'intimidaient pas les rédacteurs, encore moins les distributeurs.

---

1. Rabearimanana Lucile, *La presse d'opinion à Madagascar (1947-1956)*, pp. 53-54.
2. Tronchon J, dans *L'insurrection malgache de 1947*, présente des cartes de Madagascar où figure d'une part le rapport MDRM/PADESM, d'autre part le début de l'insurrection ; les archives montrent que l'insurrection a gagné toute l'Ile.

Une étude large et approfondie du rôle de la presse nationaliste a été entreprise par Lucile Rabearimanana, dans son livre *La presse d'opinion à Madagascar, 1947-1956*, elle servira, pour le présent article, de témoignage à l'aspiration du Malgache au savoir politique ; elle a contribué, pour certains, à éveiller, pour d'autres, à entretenir la conscience patriotique. De l'ouvrage de cette éminente historienne, nous évoquerons deux passages :

- le premier, l'assertion d'un dépositaire de journaux : "diffuser et lire la presse qui exprime les aspirations nationalistes traduit non seulement le besoin de s'informer mais surtout la volonté de faire renaître la flamme du nationalisme"[1] ;

- l'autre, une constatation de faits : "dans les petites villes et villages des artisans, coiffeurs, ferblantiers, menuisiers, tailleurs, employés de commerce et de banque, des paysans, des médecins privés, des pharmaciens ont accepté de se charger de la tâche périlleuse d'être dépositaires de journaux"[2].

Donc, même si la colonisation, en empruntant les paroles de Razafimaharo Henri dans sa lettre de prison[3] "a tout fait pour que nous ne sachions rien de la politique", les Malgaches avisés ne se laissaient pas influencer par l'idée d'apolitisme que lui ont inculquée les colonisateurs. C'est par le biais de la presse locale ou étrangère que l'opinion publique de l'intérieur comme de l'extérieur du pays a été alertée sur les évolutions de la situation à Madagascar. Le journal *Fifanampiana* par exemple, publiait constamment les nouvelles reçues des prisons[4].

A la lumière de ses différentes formes de lutte pour l'accession à l'indépendance, le désir ardent du peuple malgache de repousser la colonisation se fait sentir sur tous les plans. Armes matérielles, armes intellectuelles, armes politiques, tout a été mis en œuvre pour assurer la victoire en 1947. Mais le résultat démontra le contraire. Malgré tout, les patriotes n'ont jamais cessé de clamer haut leur idéal de liberté, d'indépendance, de souveraineté. Ce qui explique, plus tard, la naissance de plusieurs partis politiques, opposants au régime colonial. L'histoire nous mènera au grand congrès des 10 partis politiques à Tamatave, 10 ans après, en 1958.

III. LA SOLIDARITE - ARME INDISPENSABLE

Arrestations, massacres, condamnations..., d'innombrables actes inhumains perpétrés par l'administration coloniale n'ont pas complètement anéanti la conscience patriotique du peuple malgache. Un large mouvement de solidarité a

---

1. Déclaration d'un dépositaire de Diégo-Suarez de l'époque, in Lucile Rabearimanana, *La presse d'opinion à Madagascar, 1947-1956*, p. 125.
2. *Idem.*, p. 125.
3. Passation du flambeau, *Fifanampiana Malagasy*, p. 28.
4. Archives *Fifanampiana Malagasy*.

rallié le cœur des hommes de bonne volonté aussi bien dans le pays qu'à l'extérieur. Cette solidarité s'est manifestée dans plusieurs domaines.

3.1. Les expressions de la solidarité

Dans les prisons

- Affamés, car la nourriture fut infecte, les prisonniers observaient ensemble des grèves de la faim. Malheureusement, elles se sont soldées par des déportations à Nosy Lava[1].
- De connivence avec des visiteurs, ils pouvaient faire passer des messages à leurs familles, qui de leur côté, informaient les autres personnes de la situation dans les prisons.
- Incarcérés parmi les prisonniers de droit commun, ils revendiquaient leurs droits de prisonniers politique[2].
- En dehors des heures de corvées, vers midi, Charline Razanamalala, par exemple, donnait des cours de catéchisme pour encourager ses co-détenus et leur faire bien comprendre le sens du devoir envers la Patrie, en outre, elle enseignait à lire et à écrire aux illetrés[3].
- Tenus au courant de la condamnation de certains de leurs compagnons, ils raffermissaient le sens patriotique de leur disparition. Un prisonnier, nommé Andrianarintany, à la veille de la condamnation de Velomitsiry, dit à ses compagnons : "Nous nous souviendrons éternellement, que si jamais il venait à mourir, ce n'est pas uniquement sa famille qui portera le deuil, c'est la nation malgache toute entière"[4].

Ces faits recueillis dans les témoignages écrits suffisent à nous persuader du sens élevé du nationalisme chez les patriotes malgaches. Détenus dans les prisons, incarcérés pour avoir osé affronter l'envahisseur afin de délivrer leur Patrie, ils ne cessent d'apporter leur contribution pour raviver la conscience nationaliste. Ils se sentent solidaires avec leurs compagnons de lutte.

Ici, il faudra aussi mentionner le courage remarquable des condamnés à mort refusant de se faire bander les yeux et criant : "Vive Madagascar". C'est le cas du lieutenant Randriamaromanana Albert (28.04.48) et de Rakotondrabe Samuel (19.07.48), et sans doute d'autres encore.

---

1. Razafimaharo Henri, *Vavolombelona*, pp. 9-10 ; Razanamalala Charline, *Herim-poni-belivavy*, p. 24.
2. *Idem*, p. 25.
3. *Idem*, p. 25.
4. Journal *Fifanampiana*, n° 13, mai 1951, in archives *Fifanampiana Malagasy*, 1950-1980.

Les relations humaines

Les patriotes victimes des événements de 1947 étaient incarcérés dans 98 prisons de l'Ile. Les nouvelles sur le traitement des prisonniers se propageaient rapidement de bouche à oreille. Certains prisonniers accomplissaient leurs tâches dans des conditions atroces[1] sous le regard des passants apitoyés. Comment rester insensibles devant de tels scènes ? C'est ainsi que chacun, dans la mesure de ses possibilités, prit l'initiative de soutenir soit le prisonniers eux-mêmes, soit leurs enfants et leurs familles, réduits à l'indigence.

A Diégo-Suarez, les femmes, membres du Comité de Solidarité de Madagascar, s'approchaient des prisonniers pendant leurs travaux et leur remettaient des colis contenant de la nourriture[2]. Il en fut de même dans les autres endroits.

De simples familles hébergeaient volontairement les combattants qui cherchaient refuge[3]. A Diégo-Suarez, les prisonniers relâchés ont passé la nuit dans un hôtel sans avoir payé ni chambre ni repas, le propriétaire leur disait : "Vous êtes des hommes courageux, aussi il nous appartient maintenant de vous offrir gratuitement tout ce que vous désirez"[4].

Par le biais du Comité de Solidarité Malgache (CSM), les exilés politiques étaient reçus chez des familles bienveillantes. Grâce à Dadatsimba, notable du village d'Ambohitrimanjaka, membre du VVS, puis du MDRM, ensuite du CSM, les exilés politiques qui avaient choisi de purger leur peine dans cette localité avaient reçu les aides et les soins de la population locale. Ce fut le cas, par exemple, de la famille Jaozandry Joseph et de beaucoup d'autres avec Madame Razafindrasoaray, une vieille dame qui avait été emprisonnée à Moramanga[5].

Grâce également au CSM et avec le concours des personnes qui l'assistaient dans ses difficultés (médecins, pharmaciens, enseignants), le fils de Joël Sylvain a pu terminer sa formation scolaire et poursuivre ses études supérieures[6].

Les écoliers contribuaient à la collecte de signature en faveur de l'amnistie totale[7].

---

1. Koko Jean Marie, *Tsiahy*, 1982.
2. Passation de flambeau (Fifanampiana Malagasy), 1997, p. 33.
3. Koko Jean Marie, *Tsiahy*, 1982, p. 79
4. Passation de flambeau (Fifanampiana Malagasy), 1997, p. 34.
5. *Idem*, p. 55.
6. *Idem*, p. 62.
7. *Idem*, p. 57.

La liste sera longue s'il fallait énumérer tous les cas. Mais cet état d'esprit qui consiste à aider son prochain, à comprendre la valeur de la solidarité en des moments pareils et en de telles circonstances constitue déjà un geste patriotique louable, suffisant pour exprimer le nationalisme en d'autres termes.

3.2. Le Comité de Solidarité de Madagascar

Une dizaine d'années après les événements de 1947, les patriotes commençaient à être libérés. Mais les derniers exilés ne pouvaient rejoindre le pays natal qu'après l'indépendance (1960).

Parler de la libération des patriotes sans évoquer la nature et l'esprit du CSM serait une lacune dans l'histoire. Ce comité a pris une part considérable, non seulement dans les actions humanitaires vis-à-vis des prisonniers politiques et de leurs familles, mais encore dans la recherche de soutien à l'étranger pour la cause malgache.

. Objectifs du Comité de Solidarité de Madagascar

Créé en 1950, lorsque la plupart des gens étaient encore traumatisés sous le choc des représailles atroces, ce comité a adopté comme devise "Tout ce qui est humain est nôtre", en malgache *voin-kava mahatratra*. A cette époque, il se fixait comme premiers objectifs l'obtention de l'amnistie totale aux condamnés par suite des événements de 1947 et l'octroi d'aides aux familles de ces condamnés.

. Echos à Madagascar

Le nom du Comité qui apportait aide et soutien moral aux prisonniers politiques par l'envoi de colis de vêtements, de nourritures, de livres, etc. retentit dans toute l'Ile et redonna une lueur d'espoir dans le coeur des Malgaches opprimés.

Depuis sa création jusqu'à l'indépendance où a finalement cessé le harcèlement des condamnés de 1947, les lettres de doléances, relatant la vie dans les prisons, puis les lettres de reconnaissance affluaient au Comité. Nous rapportons ici quelques passages de ces lettres :

a. "Nos deux compagnons Vita et Behandry ont été fusillés aujourd'hui 13 août 1951. Nous sommes maintenant 7 à attendre notre destin. Beaucoup de cercueils, livrés avec ceux de nos deux compagnons cités plus haut, se trouvent chez le gardien chef de la prison civile."

Ralala Jean Baptiste, Samson, Mahazovelo ont été transférés dans la chambre d'attente des condamnés à mort"[1].

b. "Chers amis, il est vrai que vos activités ne sont qu'à leur début, mais elles sont déjà grandioses et elles nous réjouissent"[2] (Ramarohetra, Randrianasolo J. et consorts - Morondava, juin 1950).

c. "De tout notre coeur, nous sommes conscients de la lourde tâche que vous vous êtes assignée dans la conjoncture actuelle. Mais rien n'a pu empêcher l'amour d'autrui qui vous anime, car ni les émeutes, ni même la terreur ne peuvent faire obstacle à l'amour"[3]. (Monja Jaona, Abel Vonteraka, Rakotojaona et consorts - Fort-Dauphin, juin 1960).

d. "Réitérons nos remerciements au Comité de Solidarité qui agit sans distinction de race, ni de politique, ni de religion"[4] (Ramahazomanana Arsène et consorts - Antanimora, juillet 1950).

e. "Nous sommes tous relâchés, mais ce n'est pas par nos propres forces, c'est grâce à vos actions. Nous sommes profondément reconnaissant au Comité de Solidarité de Madagascar"[5].(Remerciement des détenus de Sainte-Marie, 16 juin 1947.

Ces lettres parlent d'elles-mêmes. Nous sommes unanimes que la présence du Comité de Solidarité de Madagascar dans le pays et ses activités réconfortantes ont contribué à raviver la flamme du patriotisme que les colonialistes se sont efforcés d'éteindre tout au long de plusieurs années.

A ce propos, dans le cadre de la célébration du cinquantenaire du soulèvement de 1947, de nombreuses personnes ont témoigné en faveur des actions humanitaires, courageuses du Comité de Solidarité de Madagascar, dont voici des extraits de leurs messages :

a. "... J'aimerai souligner le courage du Comité de Solidarité qui a osé braver sans crainte les foudres du régime de l'époque... Qu'il me soit permis de féliciter personnellement l'infatigable animatrice du Comité de Solidarité Malgache, la chère Gisèle Rabesahala qui n'a jamais baissé les bras...". (Jacques Rabemananjara)[6].

---

1. Lettre citée dans *Fifanampiana Malagasy*, n° 27, août 1951 (lettres malgaches).
2. Archives *Fifanampiana Malagasy*, 1950-1980, p. 11 (lettres en malgache).
3. *Idem*, p. 11.
4. *Idem*, p. 11.
5. *"Ny bainga no vavolombelon'ny mpiasa, Fifanampiana Malagasy*, 1950-1957.
6. Passation du flambeau, *Fifanampiana Malagasy*, 1997, p. 24.

b. "... Le *Fifanampiana Malagasy* fut comme un rayon de soleil redonnant force et vigueur aux épuisés"[1] (Femme de Tata Max).

. .Echos à l'étranger

Dès sa création, cette organisation avait une large audience internationale, c'est en majeure partie grâce à elle que les échanges d'informations sur la situation réelle à Madagascar avec les forces progressistes de l'extérieur ont pu avoir lieu. La solidarité internationale en faveur de la lutte du peuple malgache en 1947 est également le fruit de ses travaux.

Le Secours Populaire Français, le Parti Communiste Français, l'Union des Femmes Françaises, la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, l'Association des Etudiants d'Origine Malgache en France, et beaucoup d'autres organisations ont soutenu la lutte âpre du peuple malgache pour l'amnistie totale en faveur des condamnés sous la conduite du CSM, lutte qui a duré une dizaine d'années et qui, finalement, a abouti à la victoire de la solidarité internationale.

Le gouvernement français a pris les mesures suivantes :

- le 27 mars 1956, une loi d'amnistie partielle est promulguée.
- le 29 mars 1957, les emprisonnés de Calvi sont libérés sous condition.
- le 18 mai 1957, le gouvernement français libère tous les condamnés politiques encore en prison, mais avec interdiction pour certains de rentrer au pays.
- le 14 novembre 1957, l'Assemblée Représentative vote à l'unanimité le vœu pour une amnistie totale aux condamnés politiques de 1947[2].

L'histoire de Madagascar, avant 1947, renferme des différends continuels entre oppresseurs et opprimés. Le soulèvement de 1947 a traduit l'aspiration du peuple malgache à recouvrer sa souveraineté nationale, arrachée une cinquantaine d'années auparavant par les colonialistes. Si les forces progressistes de l'extérieur n'avaient pas condamnés ces agissements propres aux colonisateurs, elles n'auraient pas compris la lutte nationaliste du peuple malgache et n'auraient pas soutenu les efforts déployés pour revendiquer l'amnistie totale aux condamnés de 1947.

Le nationalisme malgache a résisté aux attaques des colonisateurs. Comme l'affirme Razafimaharo Henri, dans son témoignage *Vavolombelona* : "Ce n'était pas au colonialisme de condamner le sentiment patriotique - le plus élevé chez l'homme".

---

1. *Idem*, p. 41.
2. *Fanilo miampita, Fifanampiana Malagasy*, 1997, p. 29.

Cinquante ans après les événements de 1947, lumière n'est point faite sur les dossiers y afférents. Mais l'histoire d'un peuple ne s'oublie pas. La rappeler est un devoir national, non pas pour une visée revancharde, mais la lutte commune qui a rallié les Malgaches a porté ses fruits, après plus d'une décennie — le recouvrement de l'indépendance nationale au prix de centaines de milliers de victimes. des fils et des filles illustres de la patrie ont sacrifié leur vie, l'un d'entre eux. Philippe Lehoaha écrit : "Au moment où j'écris ces quelques lignes, je suis très affaibli par la maladie et par l'âge, puisque j'ai actuellement 85 ans (...) Je remercie le ciel et les ancêtres, car aujourd'hui les combattants de 1947, ne sont pas oubliés (...). J'ai entendu parler de la création du CSM et de ses fondateurs, alors que j'étais encore incarcéré à la prison d'Antanimora à Tananarive, dans les années 1950. (...) malgré les difficultés, vous avez tenu bon, au nom des valeurs sacrées de la Patrie"[1].

Cinquante ans après les événements de 1947, la réflexion pourrait être la suivante : d'une part, nous avons hérité des acquis de la lutte de nos aînés, d'autre part, jouir de la souveraineté nationale exige des responsabilités nouvelles. Notre conception, à l'époque actuelle, de "sauvegarde de la souveraineté nationale" répond-elle dignement aux sacrifices que le peuple malgache héroïque a endurés ? Une rétrospective s'impose.

Paul Vergès, délégué de la Fédération Communiste de la Réunion, a dit au congrès du *Fifanampiana Malagasy* (fin novembre 1955) : "Les colonialistes ont pu torturer atrocement les meilleurs des vôtres, mais ils n'ont pu leur arracher leur dignité d'être humain et leur fierté d'appartenir à un grand peuple...". Ces termes sont loin d'être surannés pour nous, au contraire, ils nous incitent à la prospective aussi.

Le vœu de tout un chacun à l'orée de l'an 2000, où nous célébrons actuellement ce cinquantième anniversaire de la lutte patriotique est de pouvoir se mettre au diapason du 3e millénaire. Puisse le peuple malgache s'unir comme autrefois, mais dans un esprit de lutte et de solidarité pour le progrès social.

---

1. *Idem*, 1997, p. 40.

CONGRES MONDIAL DES PARTISANS DE LA PAIX
WARSZAW 17 au 22 novembre 1950

MOTION DE SOLIDARITE ENVERS LES PRISONNIERS POLITIQUES MALGACHES

Les Partisans de la Paix réunis à WarsoVie du 17 au 22 novembre 1950, au nom des peuples de leurs pays respectifs, adressent leur salut fraternel et expriment leur profonde sympathie aux vingt mille patriotes malgaches emprisonnés dans les bagnes de Madagascar pour leurs activités démocratiques et leur amour de l'indépendance nationale et de la paix.

Les Partisans de la Paix s'élèvent avec vigueur contre la féroce répression colonialiste dirigé contre le peuple Malgache.

Ils assurent les emprisonnés malgaches de toute leur solidarité et sont convaincus que la victoire des peuples progressistes sur les forces d'oppression et de guerre est proche que bientôt luiront à l'horizon pour tous les peuples la Justice et la Paix.

PAYS	SIGNATURE
Algérie	Signé : illisible
Tunisie	-
South Africa	-
Guadeloupe	-
Sénégal	-
Sénégal	-
Guinnée Française	-
Côte d'Ivoire	-
Haute Volta	-
Viet-Nam	-
Viet-Nam	-
Indonesia	-
Colombie	- (2 signatures)
Costa-Rica	-
Cuba	-
Bulgarie	-
Finlande	-
England	-
Iran	-
Liban	-

Syrie	-
Suède	-
Australia	-
Australia	-
Yougoslavie	-
Norge	-
Belgique	-
Holland	-
Holland	-
Italia	-
Pologne	-
Egypte	-
France	-
France	-
Italia	-
Pologne	-
Argentina	-
China	-
India	-
Tchécoslovaquie	- (2 signatures)
Brasil	-
Brasil	-
Brasil	-
Mépice	-
Prof. G. NADJANOV	-
Recteur de l'Université de SOFIA Bulgarie	-
France	-
France	-
France	-
Polskié	-
France	-
Hongrie	-
América	-
Hambourg	-
Hambourg - Deuctschland	-
U.R.S.S.	- (2 signatures)
Espagne	-
Luxembourg	-
Trieste	-
Ewada	-
Autriche	-

OLO-MANAN-KAJA MARO TANY IVELANY NO NANOHANA
NY ASAN'NY FIFANAMPIANA MALAGASY
De nombreuses personnalités étrangères ont soutenu l'action du Comité de Solidarité de Madagascar

ARAGON, Mme AMELIN, Charles d'ARAGON, E. D'ASTIER, G. d'ARBOUSSIER, N. AUJOULAT, ALTSCHULER, Claude AVELINE, Germaine AUTISSIER, Elie Ch. ARNAULT.

Albert BAYET, Paul BOULET, Abbé BOULIER, Georges BOURGIN, Me BRIS, BRACK-DESROUSSEAUX, Raymond BARBE, Robert BALLANGER, François BILLOUX, Ch. BENOIST, Régis BLANCHERE, Mme J.R. BLOCH, Me A. BLUMEL, Pierre BOITEAU, Paul BONCOUR, BOURDAGEAU, Robert BOUDRY, T. BOUTBIEN, Claude BOURDET, Roland BACRI, Simonde de BEAUVOIR, J.L. BEAUDOUIN, André BRETON.

Jean CASSOU, P. CHOMBART de LAUWE, Mme Geneviève CLIREBOIS, Albert CAMUS, Aimé CESAIRE, Jean CAYROL, André CHOLLET, Marcel CACHIN, O. COULIBALI, Robert CHERAMY, E. COORNAERT, Mme Eugénie COTTON.

Yves DECHEZELLES, Alioune DIPO, Hamani DIORI, Albert DESTRAZ, J.M. DOMENACH, Me Henri DOUZON, J. DALSACE, Jules DUCHAT, Jean DRESCH, Georges DUHAMEL, A. DENIS, Jacques DUCLOS, G. DAYRAS, René DUMOND, Paul DUTHEL, DELORME, J. DUVIGNAUD.

Paul ELUARD, Pierre ELOIRE, Alfred ERNOUD, Georges ETIENNE, André FICHELLE, Georges FRIEDMANN, Léon FEIX, Etienne FAJON, Paul FERJAC, Benoît FRACHON, J. FONTLUP-ESPERABER, FOURCINAL, FRANCESCHI, Laurent FOSSATI.

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE ANTANANARIVO

(Maurice de) GANDILLAC, Francisque GAY, Marcel GRIHAULE, P. GRINBAUN-BALLIN, RAYMOND GUYOT, Lamine GUEYE, Claude GERARD, Daniel GUERIN GAY.

Le Pasteur Marc HERUBEL, Jacques HADAMARD, Maurice HERRANT, Georges HEUYER, L. HAMON, Alexandre HEBERT, Louis HOUDEVILLE, Mme Agnès HUMBERT, Charles HERNU, Georges IZARD.

V.JANKELEVITCH, Marc JACQUIER, Francis JEANSON, Francis JOURDAIN, Charles André JULIEN, Henri JEANNELLE.

Mme Madeleine KANN, Emile KHAN, Mme G. KELLERSON, J.M. KRUST.

Ernest LABROUSSE, Jean LACROIX, Maurice LACROIX, Réné LALOU, Henri LONGEOT, Robert LOUZON, M.H. LENORMAND, J. LAP, LABRUSSE, Antoine LACASSAGNE, Le Pasteur LORIOL, Georges LAVAU, Maurice LEENHARDT, Georges LEFEBVRE, Paul LEVY, Henri LEVY-BRUHL, LAUTISSIER, Georges LAURE, Pierre LEBRUN, Gérard LEGRAND, Jean LAUPRETRE, L.P. LETONTURIER, Mme LEGER, Mme LAIIER, Raymond LOMBARDO, Mme Monique LAFON, Mme Jean LEVY.

Maurice NADEAU, Pierre NAVILLE, Louis ODRU.

Roland de PAEPE, Benjamin PERET, H. PIOT, Roger PARET, André de PERETTI, Marceau PIVERT, André PHILIP, Jacques PREVERT, E. PERROY, Roger PORTAL, Mme Alice PEVERELLI.

J.RUM, Oreste RROSENFELD, Gérard ROSENTHAL, Jean ROUS, Paul RUFF, Paul RIVET, Pierre RIMBERT, REILLE-SOULT.

Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Alfred SAUVY, M. SYENGUE, Léopold SENGHOR, Filidabo SISSOKO, J. SCHUSTER, Me Pierre STIBBE, Anani SANTOS, Jean SCELLES, Dr SICARD de PLAUZOLLES, Georges SUFFERT.

Edit THOMAS, Maurice THOREZ, Guy THOREL, Seko TOURE, Robert TRAINEAU, F. TCHIOKAYA, ARNAUD TZANK.

M. Kriegel VALRIMONT, Camille VAL, Maurice VAUSSATD, Paul VIGNAUX, Le Pasteur VIENNEY, Louis de VILLEFOSSE, Louis VALLON, André VIERNOT, VERCORS, Edmond VERMEIL, Raymond VERGES, Jacques VERGES, Paul VERGES, Me Andrée VIOLLIS, Jean WHAL.